

## L'imposition à la dépense est cruciale

*La compétitivité du système fiscal suisse doit être garantie. Aussi pour les personnes physiques.*

En Suisse, en 2008, les quelque 5000 personnes imposées selon leur «train de vie» ont payé plus de 570 millions de francs d'impôts. Des estimations réalisées par l'Administration fédérale des contributions (AFC) montrent que 22.000 emplois dépendent directement et indirectement de l'imposition selon la dépense. Malgré son importance économique, cette forme d'imposition a été la cible depuis quelques années de critiques récurrentes. On notera toutefois que ces critiques concernant notre fiscalité ne proviennent cette fois pas de l'étranger (où des formes d'imposition comparables, voire plus favorables existent), mais de notre propre pays. Ainsi, plusieurs propositions de suppression de l'imposition selon la dépense ont été déposées tant au niveau fédéral que dans les cantons. Dans ce cadre général, il faut saluer le projet du Conseil fédéral, qui vise à renforcer l'acceptation de cette forme d'impôt aux yeux de l'opinion publique tout en tenant compte de l'attractivité de notre système fiscal. Economiesuisse soutient ainsi l'objectif général du projet de la révision sur l'imposition d'après la dépense. En particulier, l'institution d'une assiette fiscale minimale de 400.000 francs dans le cadre de l'impôt fédéral direct (IFD) est-elle assez largement soutenue par nos membres, même si certains l'estiment trop élevée. De même, la volonté de préserver l'autonomie des cantons dans la fixation d'un montant minimal pour l'imposition cantonale est-elle également jugée positive. Une partie de nos membres ont exprimé leur désaccord à propos du relèvement à 7 du multiplicateur de la valeur locative ou du loyer dans le cadre du calcul de la dépense. A leurs yeux, ce relèvement n'est aucunement justifié du point de vue économique. Il produirait, selon la situation immobilière, des hausses d'impôts trop importantes. La fixation d'une assiette d'imposition minimale (400.000 francs) dans le cadre de l'IFD contribue à écarter le risque de charges fiscales trop basses. Une correction exagérée du système pourrait accroître le risque de départ de certains contribuables, ce qui serait en contradiction avec la volonté de maintenir cette forme d'imposition. En raison des spécificités des cantons et du fait qu'ils ne sont pas tous concernés au même degré par les modifications proposées, il convient de leur accorder une bonne marge de flexibilité dans la mise en œuvre de la loi révisée. Il faut aussi maintenir, pour les Suisses de retour de l'étranger, la possibilité de demander, durant l'année en cours, à être mis au bénéfice de l'imposition selon la dépense. Enfin, il s'agira de prêter une attention suffisante à la durée des dispositions transitoires et à la mise en vigueur simultanée de la loi révisée au niveau de la Confédération et des cantons. – (économiesuisse)

# L'éthique oubliée et occultée du développement durable

*Le concept est singulièrement absent des débats. Que ce soit à propos de la finance ou de l'économie.*

CYRIL DEMARIA

«Wenn ich Kultur höre... entscheide ich meinen Browning». Les dérives sémantiques qui affectent le concept de développement durable participent de la même erreur intellectuelle. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement l'a défini en 1987 comme un «développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs» (rapport Brundtland). Sa mise en œuvre repose sur trois piliers d'égale importance: économique, social et écologique.

Le fait que le critère économique ait disparu au profit de critères «environnemental, social et de gouvernance» (ESG) a tout changé. En effet, en disparaissant officiellement des piliers, le primat de l'économie est de fait affirmé. Le raisonnement implicite est: c'est parce que l'économie prime qu'il faut la limiter par des critères ESG. Qui dit économie, dit finance et cette dernière n'a bien évidemment pas tardé à s'emparer du développement durable comme d'un concept marketing pour proposer des pro-

duits «best in class» ou thématiques.

La finance a de fait domestiqué un concept pourtant potentiellement disruptif pour elle. En posant l'égalité entre économie, social et écologie, le développement durable faisait implicitement primer le concept d'éthique. L'éthique, portée par Adam Smith, Max Weber, Amartya Sen, et bien d'autres grands penseurs des sciences politiques, ga-

ajoutée. Tout comme la soft law risque de miner l'autorité de la vraie loi (L'Agefi du 6 décembre), les critères ESG font évoluer le développement durable vers l'impuissance.

Un exemple des sujets qui devraient porter à débat: l'avènement du tourisme de masse depuis les années 1970. Officiellement source de développement économique pour les pays accueillant les touristes, les condi-

consommateurs et peu respectueux des populations et sociétés humaines visitées.

Le bénéficiaire pour le touriste est en lui-même une question: hormis quelques photographies et objets-souvenirs, quel bénéfice individuel et collectif en retire-t-on? Quels ont été les contacts et échanges mutuellement profitables au plan humain, social et culturel qui se sont noués? Que rapporte le touriste chez lui qui



LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DEVIENT UNE SOURCE DE CRITÈRES TECHNOCRATIQUES D'ÉMISSIONS DE DROIT AU CARBONE. DANS CERTAINS CAS UN CACHE-SEXE MARKETING POUR DES PRODUITS FINANCIERS SANS VALEUR AJOUTÉE.

rantit l'équilibre des pouvoirs dans les sociétés humaines. L'éthique est pourtant singulièrement absente des débats, que ce soit à propos de la finance ou de l'économie.

En acceptant le glissement sémantique vers les critères ESG, le concept de développement durable est mis en péril: il devient au mieux une source de critères technocratiques d'émissions de droit au carbone, au pire un cache-sexe marketing pour des produits financiers sans réelle valeur

tions de ce tourisme de masse sont une source de questions majeures. Tout d'abord, le tourisme de masse dégrade l'environnement (transport aérien et comportements sur place). Ensuite, le tourisme de masse crée des chocs économiques et sociaux (différences de revenus, économie de la mendicité, de la copie ou de la prostitution...). Enfin, le tourisme de masse a des conséquences éthiques, à savoir: la dégradation des cultures locales face à l'afflux de touristes-

fasse progresser sa société d'origine? Tout comme l'automobile a été reconnue comme à la fois une catastrophe écologique (pollution), mais aussi sociale (hyper-individualisme et égocentrisme), le tourisme doit être réévalué dans sa dimension pathogène pour les sociétés humaines. La différence est que s'il n'existe pas de constructeurs automobiles suisses, le pouvoir économique des acteurs du tourisme implantés en Suisse rend ce débat politique bien malaisé. ■

## La grande chance des sociétés irlandaises

*L'euro faible bénéficie aux groupes internationaux. Comme le fabricant de matériaux de construction CRH avec sa filiale suisse Gétaz Romang.*

Les Irlandais ne peuvent que se demander où est passé le chaudron d'or au pied de l'arc-en-ciel, quand leur gouvernement est contraint de demander l'aide de l'Union Européenne et d'emprunter, selon les premières estimations, environ 80 milliards d'euros, soit quasiment la moitié du PIB du pays. Cela donne à réfléchir; alors que le Royaume-Uni n'a évité une telle ignominie que grâce à la taille relative de son économie et aux taux d'intérêts fixés par la Banque d'Angleterre, taux légèrement plus élevés en comparaison de ceux fixés par la Banque centrale européenne sur les dix dernières années, et qui ont permis aux prix des actifs de ne pas être aussi impactés par l'inflation qu'en Irlande. De plus, n'étant pas pieds et poings liés à l'Euro, le Royaume-Uni a pu, quand nécessaire, dévaluer sa devise afin de soutenir ses exportations. Accuser l'Euro d'être à l'origine de tous les maux de l'Irlande semble injuste, une grande partie du problème restant le fruit d'un gouvernement plus cigale que fourmi, et refusant de soutenir les porteurs d'obligations de ses banques. Même si certains investis-

seurs n'ont pas subi de pertes, le contribuable irlandais, lui, reste bien avec la note à payer.

Il est pourtant facile d'oublier, qu'au milieu des disputes et des représailles, il y a des perdants mais aussi des gagnants. Dès que les inquiétudes reviennent sur la solidité économique des pays secondaires de la zone Euro, les PIGS - Portugal, Irlande, Grèce, Espagne - l'euro s'affaiblit, donnant un coup de fouet à la compétitivité de ses exportateurs. Les sociétés irlandaises et grecques, générant une grande partie de leurs bénéfices à l'étranger, ne s'émouvent pas devant l'agitation nationale, bien au contraire un euro plus faible les aidant en fait à améliorer le change de ces bénéfices. C'est notamment le cas de CRH, groupe de matériaux de construction irlandais, qui génère moins de 5% de ses revenus en Irlande, la majorité provenant des Etats-Unis et des marchés émergents. Il est en est de même pour le groupe d'embouteillage grec Hellenic Bottling, qui ne réalise que 7% de ses ventes en Grèce, le reste provenant de divers pays comme l'Italie, la Russie et le Nigeria.

Bien qu'elle doive supporter une part importante du plan de sauvetage, l'Allemagne reste relativement discrète sur le sujet. Cette position n'est sûrement pas étrangère à celle de la Banque Centrale Européenne, qui pour fixer les taux d'intérêts, prend largement en compte les besoins du noyau dur de l'Union, la France, le Benelux et l'Allemagne. Ces pays

ont d'ailleurs, dans l'ensemble, bien réussi à contenir les coûts liés à l'exercice de leurs activités et à faire face à la rude compétition sur les marchés étrangers. Alors que le taux de chômage en Irlande est passé de 4,3% à 13,6% au cours des cinq dernières années, en Allemagne, il a au contraire reculé de 11,0% à 7,0%, grâce à de nouveaux contrats d'exportation, ayant conduit à de nouvelles embauches et par la même occasion à une amélioration de la consommation allemande.

Cependant, la forte pondération de ces principaux pays dans le Henderson European Growth Fund et le Henderson European Special Situations Fund, est plus une conséquence de notre approche d'investissement bottom-up que d'une évaluation top-down de leur puissance économique intérieure. Nous avons en effet identifié de nombreuses sociétés aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne et en France disposant d'une bonne gestion, de solides modèles d'entreprises et d'évaluations positives, qui, réunis, constituent une proposition d'investissement intéressante.

Nous mettons l'accent sur des sociétés aux business modèles solides sur le long-terme, nous exposant ainsi à des sociétés générant des bénéfices réguliers ou dominant des marchés de niche, comme Kone et Schindler, ascensoristes respectivement finlandais et suisse, qui tirent une grande partie de leurs revenus des contrats suivis de maintenance. Un autre exemple est celui de la

société de services pétroliers norvégienne Prosafe, qui forte d'une expérience de plusieurs décennies, a su gagner la confiance de ses clients jusqu'à devenir leader sur le marché des plates-formes offshore semi-submersibles.

Les épreuves que traversent aujourd'hui l'Irlande sont en fait une illustration de ce qui arrive quand les prévisions à court-terme prennent l'ascendant sur celles à long-terme. Ces dix dernières années, l'Irlande a été submergée par un flot de capitaux qui aurait pu facilement être investi dans le développement de nouvelles industries mais qui, à la place, a été dilapidé dans une chimère immobilière. Les prestations sociales en Irlande ont augmenté rapidement et sont désormais plus importantes que celles du Royaume-Uni - l'Etat ayant été prolix avec l'argent des contribuables et les fonds versés par l'Union Européenne, affaiblissant d'avantage encore la compétitivité de la main-d'œuvre. Il est toujours plus facile de dépenser l'argent des autres.

C'est pour toutes ces raisons que nous préférons investir dans des sociétés détenues majoritairement par leur fondateur ou tombant dans le cadre d'une gestion pour compte propre. Lorsque les intérêts des propriétaires sont alignés sur ceux des actionnaires, les décisions sont prises sur le long-terme. Sika, groupe suisse de spécialités chimiques pour le BTP et l'industrie, comme les enduits d'étanchéité, les solutions étanches et les ciments. Le groupe est détenu majoritairement par la fa-

## AGENDA

### VENDREDI 17 DÉCEMBRE

KOF: prévisions hiver

### LUNDI 20 DÉCEMBRE

CP annuelle des organisations de protection des consommateurs, Berne

KOF: sondage investissements 2011

### MARDI 21 DÉCEMBRE

Perrot Duval Holding: résultats S1 2010/2011

AFD: commerce extérieur novembre

FH: exportations horlogères novembre

### USS: la BNS pas assez prompte à combattre le franc lourd

L'Union syndicale suisse (USS) appelle la Banque nationale suisse (BNS) à se montrer plus active pour combattre la valorisation du franc. Elle craint pour le sort de quelque 100.000 emplois dans les industries d'exportation et du tourisme. La centrale syndicale a déploré jeudi le fait que la BNS n'a pas annoncé de mesure spécifique pour lutter contre l'appréciation du franc lors de son appréciation de la situation économique et monétaire de décembre. Elle a ainsi réagi au nouveau record établi la veille face à l'euro, la monnaie unique ayant passé sous 1,28 franc. L'USS entrevoit une menace de sous-enchère salariale dans ce contexte. Elle attend de l'institut d'émission monétaire qu'avec la Confédération il combatte activement le franc fort, soit en l'affaiblissant par des interventions directes sur les marchés des changes, soit en endiguant la spéculation.

\* CFO News

ACCUSER L'EURO D'ÊTRE À L'ORIGINE DES MAUX DE L'IRLANDE N'EST PAS CORRECT. UNE GRANDE PARTIE DU PROBLÈME VIEND D'ERREURS POLITIQUES CLASSIQUES ET PRÉVISIBLES.